

TREATY SERIES. 1919.

No. 19.

CONVENTION

RELATING TO

THE LIQUOR TRAFFIC IN AFRICA

AND

PROTOCOL.

Signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919.

*Presented to Parliament by Command of His Majesty.*



LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY  
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from  
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:  
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and  
28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1;  
37, PETER STREET, MANCHESTER;  
1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF;  
23, FORTH STREET, EDINBURGH;  
or from E. PONSONBY, LTD., 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

1919.

## CONVENTION SUR LE RÉGIME DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE ET PROTOCOLE.

*Signés le 10 septembre 1919.*

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE, LE JAPON ET LE PORTUGAL,

Considérant qu'il importe de poursuivre, dans les parties de l'Afrique soumises à leur administration, la lutte entreprise contre les dangers de l'alcoolisme en soumettant les spiritueux à des droits de plus en plus élevés ;

Considérant qu'il est nécessaire en outre de prohiber l'importation des boissons distillées, rendues plus spécialement dangereuses pour les populations indigènes par la nature des produits entrant dans leur composition ou par les facilités que leur faible prix de vente donne à leur diffusion ;

Considérant, enfin, que les entraves mises à l'importation des spiritueux demeureraient sans effet, si, parallèlement, la fabrication des boissons distillées n'était sévèrement réglementée ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

**LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

L'Honorable Frank Lyon Polk, Sous-Secrétaire d'État

L'Honorable Henry White, ancien Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis à Rome et à Paris ;

Le Général Tasker H. Bliss, Représentant militaire des États-Unis au Conseil supérieur de Guerre ;

**SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :**

M. Paul Hymans, Ministre des Affaires Étrangères, Ministre d'État ;

M. Jules van den Heuvel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, Ministre d'État ;

M. Émile Vandervelde, Ministre de la Justice, Ministre d'État ;

**SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :**

Le Très Honorable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères ;

Le Très Honorable Andrew Bonar Law, M.P., Lord du Sceau privé ;

Le Très Honorable Vicomte Milner, G.C.B., G.C.M.G., Secrétaire d'État pour les Colonies ;

Le Très Honorable George Nicoll Barnes, M.P., Ministre sans portefeuille ;

## CONVENTION RELATING TO THE LIQUOR TRAFFIC IN AFRICA AND PROTOCOL.

*Signed September 10, 1919.*

(Translation.)

THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY, JAPAN AND PORTUGAL,

Whereas it is necessary to continue in the African territories placed under their administration the struggle against the dangers of alcoholism which they have maintained by subjecting spirits to constantly increasing duties ;

Whereas, further, it is necessary to prohibit the importation of distilled beverages rendered more especially dangerous to the native populations by the nature of the products entering into their composition or by the opportunities which a low price gives for their extended use ;

Whereas, finally, the restrictions placed on the importation of spirit would be of no effect unless the local manufacture of distilled beverages was at the same time strictly controlled ;

Have appointed as their plenipotentiaries :

**THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :**

The Honourable Frank Lyon Polk, Under-Secretary of State ;  
The Honourable Henry White, formerly Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States at Rome and Paris ;

General Tasker H. Bliss, Military Representative of the United States on the Supreme War Council ;

**HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :**

M. Paul Hymans, Minister for Foreign Affairs, Minister of State ;

M. Jules van den Heuvel, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians, Minister of State ;

M. Emile Vandervelde, Minister of Justice, Minister of State ;

**HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :**

The Right Honourable Arthur James Balfour, O.M., M.P.,  
His Secretary of State for Foreign Affairs ;

The Right Honourable Andrew Bonar Law, M.P., His Lord Privy Seal ;

The Right Honourable Viscount Milner, G.C.B., G.C.M.G., His Secretary of State for the Colonies ;

The Right Honourable George Nicoll Barnes, M.P., Minister without portfolio ;

Et :

pour le DOMINION du CANADA :

L'Honorable Sir Albert Edward Kemp, K.C.M.G., Ministre des Forces d'Outre-Mer ;

pour le COMMONWEALTH d'AUSTRALIE :

L'Honorable George Foster Pearce, Ministre de la Défense

pour l'UNION SUD-AFRICAINE :

Le Très Honorable Vicomte Milner, G.C.B., G.C.M.G. ;

pour le DOMINION de la NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir Thomas Mackenzie, K.C.M.G., Haut-Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

pour l'INDE :

Le Très Honorable Baron Sinha, K.C., Sous-Secrétaire d'État pour l'Inde ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Georges Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre ;

M. Stephen Pichon, Ministre des Affaires Étrangères ;

M. Louis-Lucien Klotz, Ministre des Finances ;

M. André Tardieu, Commissaire général aux Affaires de guerre franco-américaines ;

M. Jules Cambon, Ambassadeur de France ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Tommaso Tittoni, Sénateur du Royaume, Ministre des Affaires Étrangères ;

L'Honorable Vittorio Scialoja, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Maggiorino Ferraris, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Guglielmo Marconi, Sénateur du Royaume

L'Honorable Silvio Crespi, Député ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le Vicomte Chinda, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Londres ;

M. K. Matsui, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le Docteur Affonso da Costa, ancien Président du Conseil des Ministres ;

Le Docteur Augusto Luiz Vieira Soares, ancien Ministre des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

Ont convenu des dispositions suivantes :

And :

for the DOMINION of CANADA :

The Honourable Sir Albert Edward Kemp, K.C.M.G., Minister of the Overseas Forces ;

for the COMMONWEALTH of AUSTRALIA :

The Honourable George Foster Pearce, Minister of Defence ;

for the UNION of SOUTH AFRICA :

The Right Honourable Viscount Milner, G.C.B., G.C.M.G. ;

for the DOMINION of NEW ZEALAND :

The Honourable Sir Thomas Mackenzie, K.C.M.G., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

for INDIA :

The Right Honourable Baron Sinha, K.C., Under-Secretary of State for India ;

**THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :**

M. Georges Clemenceau, President of the Council, Minister of War ;

M. Stephen Pichon, Minister for Foreign Affairs ;

M. Louis-Lucien Klotz, Minister of Finance ;

M. André Tardieu, Commissary-General for Franco-American Military Affairs ;

M. Jules Cambon, Ambassador of France ;

**HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :**

The Honourable Tommaso Tittoni, Senator of the Kingdom, Minister for Foreign Affairs ;

The Honourable Vittorio Scialoja, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Maggiorino Ferraris, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Guglielmo Marconi, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Silvio Crespi, Deputy ;

**HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :**

Viscount Chinda, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H.M. the Emperor of Japan at London ;

M. K. Matsui, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H.M. the Emperor of Japan at Paris ;

**THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :**

Dr. Affonso da Costa, formerly President of the Council of Ministers ;

Dr. Augusto Luiz Vieira Soares, formerly Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form,

Have agreed as follows :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer les mesures restrictives du commerce des spiritueux, prévues ci-après, aux territoires qui sont ou seront soumis à leur autorité dans la totalité du continent africain, à l'exclusion de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, de la Libye, de l'Égypte et de l'Union sud-africaine.

Les dispositions applicables au continent africain le seront également dans les îles situées à moins de 100 milles marins de la côte.

## ARTICLE 2.

L'importation, la circulation, la vente et la détention des alcools de toute nature et des boissons, auxquelles sont mélangées ces sortes d'alcool sont prohibées dans la zone visée à l'article 1<sup>er</sup>. Les Gouvernements locaux intéressés détermineront respectivement la nomenclature des boissons distillées qui, sur leurs territoires, seront considérées comme devant être comprises sous cette dénomination. Ils s'efforceront d'arrêter une nomenclature et des mesures contre la fraude aussi uniformes que possible.

## ARTICLE 3.

Sont également interdites l'importation, la circulation, la vente et la détention des boissons distillées renfermant des essences ou des produits chimiques reconnus nocifs, tels que : thuyone, badiane, aldéhyde benzoïque, éthers salicyliques, hysope, absinthe.

Les Gouvernements locaux intéressés s'efforceront également d'arrêter, d'un commun accord, la nomenclature des boissons dont il conviendra d'interdire l'importation, la circulation, la vente et la détention aux termes de cette disposition.

## ARTICLE 4.

L'importation des boissons distillées, autres que celles indiquées aux articles 2 et 3, sera soumise dans la zone visée à l'article 1<sup>er</sup> à un droit d'entrée dont le montant ne pourra être inférieur à 800 francs par hectolitre d'alcool pur, sauf pour les colonies italiennes où il ne pourra être inférieur à 600 francs.

Les Hautes Parties Contractantes interdiront l'importation, la circulation, la vente et la détention des spiritueux dans les régions de la zone visée à l'article 1<sup>er</sup> où l'usage ne s'en est pas développé.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des personnes non indigènes, et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

## ARTICLE 5.

La fabrication des boissons distillées de toute espèce est interdite dans la zone visée à l'article 1<sup>er</sup>.

## ARTICLE 1.

The High Contracting Parties undertake to apply the following measures for the restriction of the liquor traffic in the territories which are or may be subjected to their control throughout the whole of the continent of Africa, with the exception of Algiers, Tunis, Morocco, Libya, Egypt and the Union of South Africa.

The provisions applicable to the continent of Africa shall also apply to the islands lying within 100 nautical miles of the coast.

## ARTICLE 2.

The importation, distribution, sale and possession of trade spirits of every kind, and of beverages mixed with these spirits, are prohibited in the area referred to in Article 1. The local Governments concerned will decide respectively which distilled beverages will be regarded in their territories as falling within the category of trade spirits. They will endeavour, as far as possible, to establish a uniform nomenclature and uniform measures against fraud.

## ARTICLE 3.

The importation, distribution, sale and possession are also forbidden of distilled beverages containing essential oils or chemical products which are recognised as injurious to health, such as thujone, star anise, benzoic aldehyde, salicylic esters, hyssop and absinthic.

The local Governments concerned will likewise endeavour to establish by common agreement the nomenclature of those beverages whose importation, distribution, sale and possession according to the terms of this provision should be prohibited.

## ARTICLE 4.

An import duty of not less than 800 francs per hectolitre of pure alcohol shall be levied upon all distilled beverages, other than those indicated in Articles 2 and 3, which are imported into the area referred to in Article 1, except in so far as the Italian colonies are concerned, where the duty may not be less than 600 francs.

The High Contracting Parties will prohibit the importation, distribution, sale and possession of spirituous liquors in those regions of the area referred to in Article 1 where their use has not been developed.

The above prohibition can be suspended only in the case of limited quantities destined for the consumption of non-native persons, and imported under the system and conditions determined by each Government.

## ARTICLE 5.

The manufacture of distilled beverages of every kind is forbidden in the area referred to in Article 1.

L'importation, la circulation, la vente et la détention des alambics et de tous appareils ou portions d'appareils propres à la distillation des alcools et au repassage des eaux-de-vie et des esprits sont prohibées dans l'intérieur de la même zone, sous réserve des dispositions insérées à l'article 6.

Les dispositions qui font l'objet des deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux colonies italiennes; la fabrication des boissons distillées, autres que celles qui sont visées aux articles 2 et 3, y restera permise, à condition qu'elle soit grevée d'un droit d'accise égal au droit d'entrée fixé à l'article 4.

#### ARTICLE 6.

Les restrictions imposées à l'importation, la circulation, la vente, la détention et la fabrication des boissons spiritueuses ne s'appliquent pas aux alcools pharmaceutiques destinés aux formations médicales ou chirurgicales ou aux pharmacies. Pourront, d'autre part, être autorisées l'importation, la circulation, la vente et la détention :

1° Des alambics d'essai, c'est-à-dire des petits appareils généralement utilisés pour les expériences de laboratoire, qui sont à chargement intermittent et dépourvus de tout organe de rectification ou de rétrogradation, et dont la chaudière n'a pas une capacité supérieure à un litre;

2° Des appareils ou portions d'appareils destinés à des expériences dans les établissements scientifiques;

3° Des appareils ou portions d'appareil employés à des usages déterminés, autres que la production des alcools, par les pharmaciens diplômés et par les personnes qui justifient de la nécessité de posséder un de ces appareils;

4° Des appareils nécessaires à la fabrication des alcools industriels, et employés par les personnes dûment autorisées, soumises pour cette fabrication au contrôle établi par les administrations locales.

L'autorisation nécessaire dans les cas prévus ci-dessus est accordée par l'administration locale du territoire où les alambics, appareils ou portions d'appareils sont appelés à être utilisés.

#### ARTICLE 7.

Un Bureau central international, placé sous l'autorité de la Société des Nations, sera institué avec mission de réunir et de conserver les documents de toute nature, échangés entre les Hautes Parties Contractantes relativement à l'importation et à la fabrication des spiritueux dans les conditions visées par la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties Contractantes publiera un rapport annuel indiquant les quantités de boissons spiritueuses importées ou fabriquées et les droits perçus en vertu des articles 4 et 5. Une copie de ce rapport sera envoyée au Bureau central international et au Secrétaire général de la Société des Nations.



The importation, distribution, sale and possession of stills and of all apparatus or portions of apparatus suitable for distillation of alcohol and the rectification or redistillation of spirits are forbidden in the same area, subject to the provisions of Article 6.

The provisions of the two preceding paragraphs do not apply to the Italian colonies; the manufacture of distilled beverages, other than those specified in Articles 2 and 3, will continue to be permitted therein, on condition that they are subject to an excise duty equal to the import duty established in Article 4.

#### ARTICLE 6.

The restrictions on the importation, distribution, sale, possession and manufacture of spirituous beverages do not apply to pharmaceutical alcohols required for medical, surgical or pharmaceutical establishments. The importation, distribution, sale and possession are also permitted of:

1. Testing stills, that is to say, the small apparatus in general use for laboratory experiments, which are employed intermittently, are not fitted with rectifying heads, and the capacity of whose retort does not exceed one litre;

2. Apparatus or parts of apparatus required for experiments in scientific institutions;

3. Apparatus or parts of apparatus employed for definite purposes, other than the production of alcohol, by qualified pharmacists and by persons who can show good cause for the possession of such apparatus;

4. Apparatus necessary for the manufacture of alcohol for commercial purposes, and employed by duly authorised persons, such manufacture being subject to the system of control established by the local administrations.

The necessary permission in the foregoing cases will be granted by the local administration of the territory in which the stills, apparatus, or portions of apparatus are to be utilised.

#### ARTICLE 7.

A Central International Office, placed under the control of the League of Nations, shall be established for the purpose of collecting and preserving documents of all kinds exchanged by the High Contracting Parties with regard to the importation and manufacture of spirituous liquors under the conditions referred to in the present Convention.

Each of the High Contracting Parties shall publish an annual report showing the quantities of spirituous beverages imported or manufactured and the duties levied under Articles 4 and 5. A copy of this report shall be sent to the Central International Office and to the Secretary-General of the League of Nations.

## ARTICLE 8.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, s'il venait à s'élever entre elles un différend quelconque touchant l'application de la présente Convention et ne pouvant être réglé par voie de négociation, ce différend devra être soumis à un tribunal d'arbitrage conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

## ARTICLE 9.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent, après un délai de cinq années, d'apporter, d'un commun accord, à la présente Convention les modifications dont l'utilité sera démontrée.

## ARTICLE 10.

Les Hautes Parties Contractantes feront tous leurs efforts pour obtenir l'adhésion à la présente Convention des autres États qui exercent leur autorité sur des territoires du continent africain.

Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la République française et par celui-ci à tous les États signataires ou adhérents. Elle portera effet à dater du jour de la signification au Gouvernement français.

## ARTICLE 11.

Toutes les dispositions des conventions internationales d'ordre général antérieures, concernant les matières faisant l'objet de la présente Convention, seront considérées comme abrogées, en tant qu'elles lient entre elles les Puissances qui sont parties à la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Puissance signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et, dès ce moment, cette Puissance sera liée vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement français adressera une copie certifiée de celle-ci aux Puissances qui, en vertu des Traités de Paix, se sont engagées à reconnaître et agréer ladite Convention et sont, de ce chef, assimilées aux Parties Contractantes, et dont le nom sera notifié aux États adhérents.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

## ARTICLE 8.

The High Contracting Parties agree that if any dispute whatever should arise between them relating to the application of the present Convention which cannot be settled by negotiation, this dispute shall be submitted to an arbitral tribunal in conformity with the Covenant of the League of Nations.

## ARTICLE 9.

The High Contracting Parties reserve the right of introducing into the present Convention by common agreement after a period of five years such modifications as may prove to be necessary.

## ARTICLE 10.

The High Contracting Parties will use every effort to obtain the adhesion to the present Convention of the other States exercising authority over the territories of the African Continent.

This adhesion shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the French Republic, and by it to all the signatory or adhering States. The adhesion will come into effect from the date of the notification to the French Government.

## ARTICLE 11.

All the provisions of former general international Conventions relating to the matters dealt with in the present Convention shall be considered as abrogated in so far as they are binding between the Powers which are parties to the present Convention.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each Power will address its ratification to the French Government, who will inform all the other signatory Powers.

The ratifications will remain deposited in the archives of the French Government.

The present Convention will come into force for each signatory Power from the date of the deposit of its ratification, and from that moment that Power will be bound in respect of other Powers which have already deposited their ratifications.

On the coming into force of the present Convention, the French Government will transmit a certified copy to the Powers which under the Treaties of Peace have undertaken to accept and observe it, and are in consequence placed in the same position as the Contracting Parties. The names of these Powers will be notified to the States which adhere.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le dix septembre mil neuf cent dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

(L.S.) FRANK L. POLK.  
(L.S.) HENRY WHITE.  
(L.S.) TASKER H. BLISS.  
(L.S.) HYMANS.  
(L.S.) VAN DEN HEUVEL.  
(L.S.) E. VANDERVELDE.  
(L.S.) ARTHUR JAMES BALFOUR.  
(L.S.) MILNER.  
(L.S.) GEO. N. BARNES.  
(L.S.) A. E. KEMP.  
(L.S.) G. F. PEARCE.  
(L.S.) MILNER.  
(L.S.) THOS. MACKENZIE.  
(L.S.) SINHA OF RAIPUR.  
(L.S.) G. CLEMENCEAU.  
(L.S.) S. PICHON.  
(L.S.) L. L. KLOTZ.  
(L.S.) ANDRÉ TARDIEU.  
(L.S.) JULES CAMBON.  
(L.S.) TOM. TITTONI.  
(L.S.) VITTORIO SCIALOJA.  
(L.S.) MAGGIORINO FERRARIS.  
(L.S.) GUGLIELMO MARCONI.  
  
(L.S.) S. CHINDA.  
(L.S.) K. MATSUI.  
(L.S.) AFFONSO COSTA.  
(L.S.) AUGUSTO SOARES.

Done at Saint-Germain-en-Laye, the tenth day of September, one thousand nine hundred and nineteen, in a single copy which will remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which authenticated copies will be sent to each of the signatory Powers.

PROTOCOLE.

---

Au moment de signer la Convention en date de ce jour sur le régime des spiritueux en Afrique, les Plénipotentiaires soussignés déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils considéreraient comme contraire à l'intention des Hautes Parties Contractantes et à l'esprit de cette Convention que, en attendant l'entrée en vigueur de ladite Convention, une Partie Contractante prit quelque mesure qui serait en contradiction avec les stipulations de cette Convention.

Fait en un seul exemplaire à Saint-Germain-en-Laye, le dix septembre mil neuf cent dix-neuf.

FRANK L. POLK.  
 HENRY WHITE.  
 TASKER H. BLISS.  
 HYMANS.  
 J. VAN DEN HEUVEL.  
 E. VANDERVELDE.  
 ARTHUR JAMES BALFOUR.  
 MILNER.  
 GEO. N. BARNES.  
 A. E. KEMP.  
 G. F. PEARCE.  
 MILNER.  
 THOS. MACKENZIE.  
 SINHA OF RAIPUR.  
 G. CLEMENCEAU.  
 S. PICHON.  
 L. L. KLOTZ.  
 ANDRÉ TARDIEU.  
 JULES CAMBON.  
 TOM. TITTONI.  
 VITTORIO SCIALOJA.  
 MAGGIORINO FERRARIS.  
 GUGLIELMO MARCONI.  
 S. CHINDA.  
 K. MATSUI.  
 AFFONSO COSTA.  
 AUGUSTO SOARES.

---

PROTOCOL.  

---

At the moment of signing the Convention of even date relating to the Liquor Traffic in Africa, the undersigned Plenipotentiaries declare in the name of their respective Governments that they would regard it as contrary to the intention of the High Contracting Parties and to the spirit of this Convention that pending the coming into force of the Convention a contracting Party should adopt any measure which is contrary to its provisions.

Done at Saint-Germain-en-Laye, in a single copy, the tenth day of September, one thousand nine hundred and nineteen.

---